



Israël notre olivier franc n° 05/2018

MAIS JUSQU'OU IRONT-ILS DANS LA FOLIE ?

Huit états de l'Union Européenne demande des remboursements à Israël : depuis des années l'union européenne ainsi que des ONG européennes construisent illégalement des maisons pour « établir une présence palestinienne » non en zone A qui est attribuée à l'Autorité palestinienne mais dans la zone C placée sous le contrôle total d'Israël selon les accords d'Oslo. Illégalement veut dire sans permis de construire comme dans tous pays, autrement dit les états européens s'autorisent d'outre-passer la loi dans un pays étranger. Jusqu'à présent tout se passait à peu près bien : Israël détruisait au fur et à mesure ces constructions illégales et l'Europe les rebâtissait, parfois de nuit. Mais depuis le début de l'année huit pays sous l'impulsion de la Belgique (France, Danemark, Espagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Suède) ont décidé de réclamer chacun à Israël la somme de 31252€ à titre de préjudice financier !

Le Consulat Général de France à Jérusalem s'affranchit aussi des lois, voici plusieurs exemples : l'an dernier il avait attribué des papiers d'identités diplomatiques à plusieurs membres d'ONG anti-israéliennes pour les faire entrer en Israël alors qu'ils étaient interdits de séjour. En avril 2018, il a été révélé qu'il soutient des organisations liées au terrorisme sous couvert de manifestations sportives ou culturelles. L'ONG Monitor a par exemple révélé que depuis 2011 le Consulat de France soutient l'organisation Burj Al-Luqluq. Celle-ci a organisé en 2014 un tournoi de football en l'honneur de Abou Jihad un terroriste responsable de plusieurs attentats meurtriers en Israël dont celui dit de la Route du Littoral en 1978 qui a fait 37 morts dont 12 enfants. Le site Palestinian Media Watch rapporte qu'en 2012 Burj Al-Luqluq, qui est en fait un satellite de la propagande palestinienne, avait organisé une lutte contre le tabagisme au travers d'un spectacle de marionnettes. Mais celles-ci disaient aux enfants de *'remplacer les cigarettes par des mitraillettes'* ; elles déclaraient aussi *'Je voulais me tenir devant le public et chanter pour Jérusalem dont les jeunes sont tués par les Juifs, pour chanter et dire : Jérusalem, nous arrivons, Jérusalem, l'heure de la mort est arrivée. Jérusalem, nous ne nous rendrons pas aux ennemis, ni ne nous humilierons'*. Dernier exemple, le Consulat de France a soutenu, et/ou soutient financièrement l'Union of Palestinian Women Committies ainsi que l'Union of Agricultural Work Committies, toutes deux affiliées officiellement au Front Populaire de Libération de la Palestine. Pour se couvrir, le Consulat de France déclare soutenir *'les droits de l'homme'* et des *'initiatives humanitaires'*. Tout en se rendant coupable de soutien à l'incitation à la haine et au terrorisme, la France la main sur le cœur, affirme toujours être l'amie d'Israël.

L'ONU et l'UNESCO font écho à l'Union Européenne (ou peut-être est-ce l'inverse) : ces deux organismes réclament eux aussi en mars 2018 des indemnités à Israël pour les écoles de l'UNRWA (encore elle) détruites pendant l'opération 'Tsouk Eitan', une action de représailles contre le Hamas en juillet 2014 pour rétablir le calme et la sécurité à l'ouest d'Israël. Rappel rapide du contexte : pendant 3 semaines le Hamas a tiré environ 250 roquettes sur Israël alors le 8 juillet celui-ci a répliqué par des attaques aériennes qui visaient les pas de tirs et les caches de munitions dans Gaza. Or il s'est avéré que les écoles, les mosquées, les hôpitaux servaient à la fois de base de tirs, d'entrepôts et de boucliers humains. Il faudra huit cessez-le-feu, tous rompus par le Hamas pour que ce dernier arrête ses tirs. Grâce à un système de défense anti-missiles du nom de Dôme de Fer, la très grande majorité des missiles tirés par le Hamas ont été détruits en vol. En raison de la distance très faible entre Gaza et les premiers villages israéliens ce système informatisé a huit secondes pour détecter, calculer la vitesse, la trajectoire du missile ennemi et du missile d'interception, puis pour orienter et lancer celui-ci avant l'impact au sol. Une technologie achetée depuis par les USA. La réponse de

l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, Dany Danon a été *“pour tous les dommages causés aux bâtiments de l'ONU adressez-vous au Hamas qui les a cyniquement utilisés à des fins terroristes”*.

Par ailleurs, l'UNESCO a préparé plusieurs résolutions par laquelle elle demande que Jérusalem soit reconnu 'site du patrimoine international ayant un lien privilégié avec ... la Jordanie'. C'est la riposte au déménagement probable de l'ambassade américaine. Elle demande aussi que le Kotel (populairement et à tort nommé Mur des Lamentations) soit également qualifié 'lieu musulman', comme elle l'avait fait pour le Mont du Temple, alors que tous les archéologues du monde entier reconnaissent que c'est un vestige du Temple construit par Hérode 1^{er} Le Grand à partir du second Temple construit par Esdras (cf ce livre dans la Bible). Pour les juifs, le Kotel est l'endroit le plus proche du Saint des Saints c'est-à-dire du lieu où se trouvait le Tabernacle.

Le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a voté cinq résolutions qui condamnent Israël sur sa manière de traiter les Palestiniens. Tous les malades de Judée-Samarie et de Gaza (plus de 4000 en 2017), qui viennent en Israël pour se faire soigner sont bien-sûr ignorés par ces résolutions. Nikky Haley ambassadrice à l'ONU des USA a écrit sur Twitter *“Lorsque le Conseil des droits de l'homme traite Israël d'une manière pire que celle dont il traite la Corée du Nord, l'Iran ou la Syrie, c'est de la folie et indigne de son nom. Ces nouvelles résolutions votées indiquent clairement que cette organisation n'a plus aucune crédibilité pour prétendre être l'avocate des droits de l'homme. Il est grand temps que les pays qui sont conscients de la situation exigent un changement profond de cette institution”*. Entre 2013 et 2017 j'ai calculé que sur toutes les condamnations émises par le Conseil des Droits de l'Homme, 85% concernaient Israël.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme à Genève, Prince Zeid bin Ra'ad de Jordanie, **a qualifié en mars les 'colonies' israéliennes d'infraction grave à la Quatrième Convention de Genève de 1949**. En clair ça veut dire qu'il accuse Israël de déporter de manière forcée les palestiniens vers son propre territoire et de les remplacer par des Israéliens, ce qui est interdit par la convention de Genève (cf l'article 49 de cette convention pour les juristes). Eugène Rostow ancien doyen de l'université de droit de Yale (USA) a expliqué que la convention de Genève visait à empêcher les déportations massives de la population d'un état vers des territoires occupés par ses forces aux fins d'extermination. La convention visait le régime nazi et les déportations des juifs depuis la Pologne. Il a donc rejeté tout lien avec Israël et les territoires disputés (Cisjordanie). En revanche il faut savoir qu'actuellement l'Iran 'parraine' le départ d'Arabes syriens vers la Jordanie, la Turquie, l'Europe bien-sûr, pour repeupler la Syrie d'Arabes chiites. Mais ceci échappe à la vision des médias qui ignorent souvent les subtilités d'un Islam à deux courants engagés dans une lutte féroce d'influence au Moyen-Orient, les chiites et les sunnites auxquels appartiennent les wahhabites de Syrie. Par ailleurs, selon la chaîne qatari Al Jazeera plus de 4000 palestiniens de Syrie ont été tués depuis le début du conflit. Mais qui s'en est soucié ? Les médias (à part Al Jazeera), les politiciens, les diplomates, les ONG, l'ONU ne se réveillent que lorsqu'un Israélien est impliqué dans la mort d'un Palestinien.

Mahmoud ABBAS, déstabilisé par le refus de soutien financier des USA, veut poursuivre D. TRUMP devant la Cour Pénale Internationale : abandonné à la fois par les USA d'Obama et par les Arabes sunnites dont le leader, Mohammed Ben Salmane alias MBS, est le prince héritier d'Arabie Saoudite qui a vu en Israël un allié potentiel contre l'Iran, Mahmoud Abbas perd la tête. Il injurie copieusement D. Trump ainsi que son ambassadeur en Israël, le maudit de mille maux, demande qu'il soit inscrit sur la liste internationale des terroristes (l'Autorité Palestinienne a été admise à Interpol fin 2017) et veut le poursuivre devant la Cour Pénale Internationale de La Haye ! Manquant de subventions pour payer les familles des terroristes il a sillonné l'Europe en ce début d'année pour collecter (un journal a écrit 'mendier') les dollars refusés par une loi américaine, le Taylor Force Act. Les pays d'Europe du nord et la Suisse ont avancé leurs paiements prévus en fin d'année 2018. Mais qu'a-t-on appris fin janvier ?! L'Autorité Palestinienne a payé à Monsieur Abbas un jet privé luxueux de 50 millions de dollars US (un Gulfstream G 650 – voir photos ci-dessous), que ni le roi de Jordanie ni le Président d'Israël ne se sont autorisés, et alors que l'ONU et les ONG anti-israéliennes nous 'culpabilisent' à propos de la pauvreté des laissés-pour-compte Palestiniens !



East Monitor)



(sources : la Tribune Juive et Middle

C'est incroyable mais vrai ! La Syrie va présider la commission de désarmement non conventionnel le mois prochain !

La présidence est tournante par ordre alphabétique. La Suisse terminant son mandat ce sera à la Syrie (puis à la Tunisie etc.) de présider cette instance de désarmement mondial des armes chimiques et nucléaires. C'est un comble lorsque l'on sait comment la Syrie utilise les armes chimiques ; or ceci permettra à la Syrie d'influer sur l'ordre du jour et montre le niveau d'absurdité, de cynisme et de bêtise de l'ONU qui ne réagit pas. Mais l'ONU, n'est-elle pas le regroupement des puissances mondiales ? Ce sont donc les nations qui sont condamnables pour toutes ces résolutions présentes et passées.

o O o

Les informations de ce premier quadrimestre révèlent chaque jour davantage la folie des hommes. Ils avaient créé des institutions louables comme l'ONU, l'UNESCO, le Conseil des Droits de l'Homme, mais quelques-uns s'en sont emparés et ils ont transformé le Bien en Mal ; ce n'est pas sans rappeler les débuts de la création. Plus tard, Dieu a dit à Abraham que ses descendants reviendront de l'esclavage d'Egypte pour posséder la Terre Promise, seulement quand l'iniquité des Amoriens sera "à son comble" (Gen 15 :13-16). Jésus a repris la même expression dans "jusqu'à ce que les temps des nations soient accomplis" rapportée par Luc 21 à partir du verset 20 et traduite par Chouraqui dans sa Bible d'une manière moins élégante mais plus proche de l'hébreu par "jusqu'à ce que se remplisse le temps des goïms". Ca veut dire 'jusqu'à ce que le temps des non juifs, donc des nations, soit plein ou à son comble'. Ainsi Jésus a repris les paroles de son Père à Abraham pour annoncer qu'il reviendra quand l'iniquité des nations sera à son comble. Chaque résolution, chaque jugement, chaque condamnation contre Israël représente un tic et un tac de l'horloge céleste. Chaque approbation par les nations, chacune de leurs abstentions au moment des votes est une iniquité qui s'ajoute aux autres immoralités et pour lesquelles elles seront jugées. Alors prions pour les protagonistes, leur salut, pour Israël, son salut, sa protection et les bénédictions matérielles tout comme nous prions pour que nos enfants soient bénis alors même qu'ils ne sont pas encore convertis. Bien sûr nous ne maudirons jamais Israël car, en tant que chrétiens, nous savons que le salut vient des juifs. Mais le bénissons-nous ? Peut-être sommes-nous indifférents à son égard, ou tièdes ? Apocalypse 3 :16 nous renseigne sur ce que Dieu en pense. Cet article d'Israël Notre Olivier Franc montre que la folie des hommes et leur haine pour Israël frôlent la limite divine, en tous cas qu'elles vont en s'accroissant de manière vertigineuse. Le 'comble' approche. Alors sommes-nous du bon côté de la limite, celui de Dieu aujourd'hui ? Avons-nous "dans le cœur un chagrin continuel pour Israël" comme l'avait l'apôtre Paul (Rom 9 :1 à 5) ?

Que l'Eternel tourne Sa face vers vous et qu'Il vous donne Son Shalom.

JM BUISSON – 30 avril 2018

(sources : Appel de Minuit, division Nouvelles d'Israël, NGO Monitor, Jerusalem Center for Public Affairs, Middle East Monitor et différents quotidiens)